

TROIS EXEMPLES DE MANIPULATION MEDIATIQUE

I LE PRIX SAKHAROV :

ou la distorsion de la notion de droits de l'homme :

Ce prix est décerné chaque année à une personne ou une organisation pour son action en faveur de la défense des droits de l'homme, de la protection des minorités, de la défense de la coopération internationale ou du développement de la démocratie et de l'état de droit.

Le prix est doté d'une récompense de 50 000 euros.

Pour l'année 2005, les trois lauréats ont été :

Hauwa Ibrahim, qui milite au Niger contre la lapidation des femmes et les prescriptions de la sharia islamique.

« Les dames en blanc », association composée par les femmes et de filles des « journalistes » emprisonnés à Cuba en 2003 pour avoir touché de l'argent des USA dans le but de déstabiliser le gouvernement cubain.

« Reporters sans frontières », l'association française bien connue pour sa défense de la « liberté de la presse » dans le monde.

Nous dirons que Hawa Ibrahim est la caution qui masque le but réel de ce prix.

Parlons donc des « Dames en blanc ». Le nom de « Dames en blanc » fait référence à l'association argentine des « Mères de la Place de Mai » qui luttent pour obtenir la vérité sur le sort de leurs enfants disparus sous la dictature de la junte et dont les membres portent toujours un foulard blanc. L'amalgame est donc simple : les pseudo journalistes arrêtés en 2003 pour avoir touché des émoluments des Etats-Unis sont donc victimes du dictateur Fidel Castro, comme les enfants des « Mères de la Place de Mai » ont été victimes des dictateurs argentins. Mais est-ce bien une réalité ? Voyons ce qu'en pense Hebe Bonafini, présidente des « Mères de la Place de Mai » et si elle est flattée par l'hommage que lui rendent les « dames en blanc » cubaines ? Le 4 juin 2005, lors de la « Rencontre Internationale contre le terrorisme, pour la vérité et la justice », Salim Lamrani lui a posé la question et voici sa réponse et un petit extrait de l'interview réalisée par Salim:

« Notre foulard blanc symbolise la vie alors que ces femmes dont vous me parlez représentent la mort. Voilà la différence la plus importante et la plus substantielle qu'il faut signaler à ces journalistes ¹. Nous n'allons pas accepter que l'on nous compare ou qu'elles utilisent nos symboles pour nous piétiner. Nous sommes en total désaccord avec leurs propos.

Salim Lamrani : Mais elles exigent cependant la libération des leurs. Cela ne vous semble pas légitime ?

¹ « Plusieurs journaux ont fait référence à ces personnes en les qualifiant de « Mères de la Place de Mai cubaines » vient de lui dire Salim.

Hebe de Bonafini : Ces femmes défendent le terrorisme des Etats-Unis. Elles défendent le premier pays terroriste du monde, celui qui a le plus de sang sur les mains, celui qui a lancé le plus de bombes, celui qui a le plus envahi de pays, celui qui a imposé les plus fortes sanctions économiques contre les autres. Nous sommes en train de parler de la nation qui est responsable des crimes d'Hiroshima et Nagasaki.

Ces femmes ne se rendent pas compte que la lutte des « Mères de la Place de Mai » symbolise l'amour que nous portons à nos enfants disparus, assassinés par les tyrans imposés par les Etats-Unis. Notre combat représente la Révolution, celle que nos fils et nos filles avaient voulu mettre en oeuvre. Leur lutte est différente car elles défendent la politique subversive des Etats-Unis qui n'est faite que d'oppression, de répression et de mort.

Salim Lamrani : Quels intérêts défend ce que l'on appelle « la dissidence cubaine » selon vous ?

Hebe de Bonafini : Les intérêts des Etats-Unis, évidemment. Il faut être aveugle ou malhonnête pour ne pas le voir. Vous n'avez qu'à lire les rapports publiés par le département d'Etat nord-américain, où il est dit qu'un budget de 50 millions de dollars est alloué à la fabrication d'une opposition à Cuba. L'information est publique et disponible. Les propres dissidents, comme on les appelle, se réunissent avec M. James Cason² et sont à ses ordres. Ces dissidents se sont prononcés pour le maintien des sanctions économiques qui font tant de mal au peuple cubain. Qui, à part les Etats-Unis, soutient les sanctions économiques ? Dites-le-moi. »

Souvenons-nous des événements du printemps 2003 : entre le 19 mars et le 10 avril, 19 projets de détournement d'avions ou de bateaux avaient été démantelés et en deux semaines, 2 avions et 1 bateau cubains avaient été effectivement détournés vers les USA. 75 « journalistes dissidents » sont arrêtés, les poches pleines de dollars, lors d'une réunion chez James Cason, alors à la tête de la « Section des Intérêts Nord-Américains à La Havane »³ qui ne se cache pas de mettre au point un plan « destiné à renverser le régime ». Seulement 2 possédaient réellement une carte de presse. Les condamnations ont été relativement lourdes mais plusieurs d'entre eux ont déjà été libérés⁴.

Voilà donc les « victimes » que les « Dames en blanc » défendent en les comparant à celles de la dictature argentine... Bel exemple de manipulation...

Voyons à présent si « Reporters sans frontières » ressemble plus que les « Dames en blanc » à une association de défense des Droits de l'Homme ?

L'association « Reporters sans frontières » dont le nom évoque un certain nombre d'associations humanitaires (« Médecins sans frontières », etc...) s'est bâtie une solide réputation de défense de la liberté de la presse et des journalistes mis en difficultés par l'exercice de leur métier. Chaque année, le calendrier édité par RSF

² Depuis le 15 septembre 2005, Michaël Parmly a succédé à James Cason mais sans perdre les « bonnes habitudes » de celui-ci...

³ SINA représentation diplomatique minimale entre Cuba et les Etats-Unis qui a été mise en place sous la présidence de Bill Clinton et qui tient un peu le rôle d'ambassade.

⁴ comme par exemple Raul Rivero « torturé en prison par un grillon qui, en chantant, l'empêchait de dormir » !...

est acheté par des gens bien intentionnés qui croient sincèrement défendre la liberté de la presse et une information de qualité. Mais ce que ces gens-là ignorent, c'est que l'organisation, en avril 2002, a accordé un soutien franc et massif au coup d'état manqué contre le président Chavez ⁵, dénonçant à son de trompes une répression de la presse vénézuélienne qui n'existe que dans l'imagination de son secrétaire général Robert Ménard. Ils ignorent aussi que RSF a été plusieurs fois condamnée par la justice, en 2003 par exemple pour avoir diffusé une photo du Che coiffé par ses soins d'un casque de CRS et dénonçant « Cuba la plus grande prison de journalistes du monde »⁶, que les militants de Ménard, ont occupé au début avril

⁵ Voir l'article de Maurice Lemoine « Coups d'état sans frontières » dans « Le Monde Diplomatique » août 2002 :

« Prétendant « *défendre le droit d'informer et d'être informé* », l'organisation corporatiste Reporters sans frontières (RSF) ignore délibérément le rôle à peine occulte des propriétaires de médias. Mais elle n'a eu aucun scrupule à faire du gouvernement de M. Chávez - qui n'a jamais porté atteinte aux libertés - l'une de ses cibles privilégiées. Légitimement, lorsque, le jugeant restrictif et susceptible de déboucher sur la censure, elle s'inquiète de l'article 58 de la Constitution vénézuélienne (jamais appliqué jusqu'à présent), relatif au droit des citoyens « *à une information véridique, opportune et impartiale* ».

L'attitude de RSF pose cependant question lorsque l'organisation demande au président de « *mettre fin à ses attaques virulentes contre la presse, qui font de cette dernière une cible de la vindicte populaire (1)* », sans aucunement s'interroger sur l'attitude mensongère et l'absence de déontologie des médias en question. « *S'il est légitime que le gouvernement fasse ponctuellement entendre sa voix dans des circonstances exceptionnelles* », écrit RSF, dénonçant sans enquête ni distance critique le « *recours abusif* » à la réquisition du temps d'antenne par le gouvernement les 10 et 11 avril, « *en aucun cas cela ne saurait justifier l'interruption des programmes télévisés et radiodiffusés à une trentaine de reprises en deux jours* ». Même lorsque ceux-ci participent activement à un coup d'Etat ?

Le 12 avril, RSF a demandé aux « *autorités* » (lesquelles ? On a alors affaire à un pouvoir illégitime !) de « *mener une enquête approfondie sur les tirs dont ont été victimes quatre journalistes* » (l'un est décédé), leur demande de « *garantir la sécurité des journalistes considérés comme proches de l'ancien (sic) président* » et, commentant les faits avec une grande légèreté, parle de « *la répression dont faisait l'objet la manifestation de l'opposition* ». Reprenant mot pour mot la version de la presse vénézuélienne, le communiqué conclut : « *Reclus dans le palais présidentiel, Hugo Chávez a signé sa démission dans la nuit, sous la pression de l'armée.* » On sait que M. Chávez n'a jamais démissionné, qu'il fut fait prisonnier et incarcéré dans une forteresse militaire. Pas un mot, en revanche, sur la répression exercée par les putschistes sur de nombreux journalistes travaillant pour les médias alternatifs et communautaires.

En oubliant, malgré quelques déclarations de principe, la défense du droit « *à être informé (2)* », RSF cautionne au Venezuela un plan médiatique digne de celui d'*El Mercurio*, quotidien chilien largement impliqué dans le *golpe* qui déboucha sur le renversement et la mort de Salvador Allende en 1973.

En ce sens, on ne peut que se féliciter de l'apparition d'une organisation, Media Watch Global, née lors du dernier Forum social mondial de Porto Alegre. Etrangère à tout corporatisme, cette dernière entend, au Venezuela comme ailleurs, veiller au pluralisme et à l'équilibre de l'information, et constituer une tribune pour les citoyens devant les excès des médias et leurs manipulations. »

Maurice Lemoine

⁶ « A Cuba, 156 correspondants étrangers de 126 organes de presse en provenance de 37 pays disposent d'une accréditation qui leur permet d'effectuer leur travail. Ces professionnels jouissent de toutes les commodités matérielles et relationnelles pour développer leurs activités dans de bonnes conditions... [...] Les « journalistes indépendants » évoqués par RSF ne sont point journalistes, d'une part, puisqu'ils n'ont jamais reçu de formation journalistique. D'autre part, ils n'ont rien d'« indépendants » puisqu'avant leur arrestation, ils se réunissaient régulièrement à la Section des Intérêts Nord-américains de La Havane (SINA), entité diplomatique étasunienne, où ils recevaient les directives et encaissaient leurs émoluments. C'est ce financement perçu en provenance d'une puissance étrangère qui a été sanctionné par la loi cubaine, et non pas la production intellectuelle « indépendante ». Les faits sont avérés et ont été amplement prouvés lors des procès de mars et avril 2003. »

Salim Lamrani « Les mensonges de Reporters sans frontières » juillet 2005

Pour plus d'informations sur les activités de RSF à Cuba, voir le livre d'Hernando Calvo Hospina « Dissidents ou mercenaires » ainsi que « Le dossier Ménard » de Jean-Guy Allard et Marie-Dominique Bertuccioli.

2003 durant plusieurs heures le Bureau de Tourisme de Cuba dans la capitale française et ont tenté, à la fin de ce même mois, d'empêcher l'entrée à l'ambassade cubaine en s'enchaînant à ses grilles et qu'en juillet de la même année, RSF a perdu son statut de membre consultatif à l'ONU, à la suite de la décision du Comité des Nations unies chargé des organisations non gouvernementales de proposer sa suspension pour un an « à la demande de Cuba » suite aux incidents causés par l'officine à l'ouverture de la 59e Commission des droits de l'homme, le 17 mars dernier à Genève, tandis que parlait la représentante de la Libye qui préside cette commission ; que, plus récemment, la famille du caméraman espagnol José Cuzo tué dans l'attaque de l'hôtel Palestine à Bagdad lui a instamment demandé de ne pas s'occuper du dossier⁷.

Ils ignorent aussi que les indignations de Robert Ménard sont sélectives : que les journalistes cubains qu'il défend avec acharnement n'ont pas acquis leur qualité de journalistes dans une quelconque école de journalisme mais dans les bureaux de la SINA ou de la CIA mais qu'il appelle « dégâts collatéraux » ou « erreurs de frappe » l'assassinat de nombreux journalistes, des vrais ceux-là, (comme Juliana Sgrena qui en a réchappé de justesse), en Irak par les troupes étasuniennes. Ils ignorent souvent aussi, parce que Robert Ménard ne le leur dit pas et que le tapage qu'il fait autour des faux journalistes qu'il défend parvient parfois à couvrir le bruit des vraies informations, qu'en Colombie, tout journaliste qui exerce son métier honnêtement est en danger de mort permanent⁸. Mais de ceux-là, RSF ne s'en occupe pas. :

Voir aussi « Les dissidents » de Rosa Miriam Elizade et Luis Baez où des agents de la sécurité cubaine racontent comment les soi-disant journalistes ont été pris la main dans le sac...et comment se sont déroulés leurs procès.

⁷ « La famille Couso, au vu du rapport publié par Reporters Sans Frontières, « Deux assassinats pour un mensonge », souhaite manifester ce qui suit :

Les conclusions de ce rapport exonèrent les auteurs matériels et reconnus du tir sur l'Hôtel Palestine en se basant sur la douteuse impartialité des personnes impliquées, et sur le propre témoignage des auteurs et responsables du tir, rejetant cette responsabilité sur des personnes non identifiées. La réalisation du rapport a été signée par un journaliste, Jean-Paul Mari, qui entretient des relations notoires avec le colonel Philip de Camp, militaire qui a reconnu son implication dans l'attaque et les morts des journalistes de l'Hôtel Palestine, et de plus, son rapport s'appuie sur les témoignages de trois journalistes très proches des forces nord-américaines, tous étasuniens, dont l'un d'eux – Chris Tomlinson – a été membre des services de renseignement de l'armée des Etats-Unis durant plus de sept ans. Aucun des journalistes espagnols qui se trouvaient dans l'hôtel n'a été consulté pour l'élaboration de ce document.

Le rapport contient de nombreuses erreurs, contradictions et irrégularités en ce qui concerne des données importantes comme la situation des chambres de l'hôtel, le lieu et l'impact du tir, le lieu de présence des témoins, etc...Il nous semble, de plus, que la biographie si « humaine » faite d'un des assassins de José Cuso Permuy et de Taras Protsyuk constitue un manque absolu de délicatesse, poussant l'offense jusqu'à remercier ces militaires nord-américains pour leur collaboration au rapport. « Reporters Sans Frontières » - section espagnole- a souhaité se porter partie civile dans la plainte déposée par la famille le 27 mai 2003 contre les responsables de la mort de José Couso. Au vu de la publication de ce rapport qui, selon votre version, les exonère de toute responsabilité dans l'assassinat des journalistes de l'Hôtel Palestine, la présence de votre organisation au procès est absolument incohérente et contradictoire.

Pour cette raison, nous exprimons le désir de la famille que vous retiriez votre demande de présence au procès. » cité par Salim Lamrani dans « Les mensonges de « Reporters sans frontières » », juillet 2005.

⁸ « Pourquoi la situation des professionnels de la presse en Colombie où, toujours selon RSF, cinq journalistes ont perdu la vie en 2004, où une soixantaine ont été enlevés, où près d'une vingtaine ont été obligés de quitter la région, est seulement qualifiée de « difficile », alors que la situation à Cuba est qualifiée de « très grave » ? Salim Lamrani, « Les mensonges de Reporters sans frontières », juillet 2005.

Dans leur livre « Dididents ou mercenaires », Hernando Calvo Ospina et Katlijn Declercq interrogeaient déjà Robert Ménard à ce sujet. Voici un extrait de cet interview :

« La presse «libre» de Ménard, écrit Jean-Guy Allard dans « Granma » en juin 2003, est celle qui arrive à justifier les massacres en Afghanistan et en Irak à force de mensonges, qui refuse de voir les cadavres dans les conteneurs de Kaboul, les cages d'extermination de Guantanamo et les deux millions de prisonniers, en majorité noirs et latinos, ainsi que les chiffres record d'exécutions dans les prisons nord-américaines [...]»

C'est aussi la presse qui appartient à un petit nombre de multinationales de l'information qui maintient dans ses organes l'auto censure qui convient à ses intérêts et qui arrive à convaincre le monde de ce que l'élection de George W. Bush à la présidence des États-Unis a été démocratique . [...] En réalité, Ménard, le prophète de la désinformation globale, ne défend pas la liberté de presse mais bien le concept absurde de la liberté capitaliste d'acheter ce que l'on veut, la liberté des monopoles de l'information d' acquérir tout ce qui bouge dans le monde de la nouvelle, même si c'est pour réduire la liberté du journaliste à être En réalité, Ménard, le prophète de la désinformation globale, ne défend pas la liberté de presse mais bien le concept absurde de la liberté capitaliste d'acheter ce que l'on veut, la liberté des monopoles de l'information d' acquérir tout ce qui bouge dans le monde de la nouvelle, même si c'est pour réduire la liberté du journaliste à être esclave de ces monstres intercontinentaux de la pseudo information... [...] Ménard se fait ingénu face au danger le plus grand de la liberté de presse: la censure économique. [...]

Détail révélateur, les campagnes de presse de Ménard sont conçues «gratuitement», selon lui, par l'agence publicitaire new-yorkaise mondialement connue Saatchi & Saatchi, le géant global de la propagande capitaliste, avec 7 000 employés et 138 bureaux dans 82 pays, et avec 60 des 100 plus importants annonceurs corporatifs de la planète . Rien de moins . Après tout, RSF est, indiscutablement, la multinationale du mensonge. »

Le 6 juillet 2005, RSF répond « aux accusations des défenseurs du gouvernement cubain » : « M. Ménard nie recevoir de l'argent de Washington mais admet avoir perçu des subventions du « Center for a free Cuba ». Il omet de signaler, toutefois, que cette organisation est financée par les États-Unis par le biais de l'Agence Internationale pour le Développement (USAID) et la Fondation Nationale pour la Démocratie (NED) . Il ne souligne pas le fait qu'elle est dirigée par M. Franck Calzón, un membre de l'extrême droite fasciste cubaine, ancien agent de la CIA, ancien dirigeant de l'organisation terroriste Abdala et ancien directeur de la Fondation Nationale Cubano américaine qui a, entre autres, financé les attentats terroristes contre l'industrie touristique cubaine qui ont coûté la vie à un jeune vacancier d'origine italienne. Le secrétaire général de RSF ne précise pas non plus que le Center for a Free Cuba a pour objectif, selon ses propres statuts, de renverser le

Question : Et pourquoi est-ce une priorité [Cuba], s'il y a des pays où être journaliste – un journaliste honnête - est très dangereux. Autant que je sache, à Cuba on ne torture pas et on n'assassine pas de journalistes dits indépendants.

Réponse : Pourquoi ?! Parce que c'est le seul pays en Amérique Latine où il n'y a aucune liberté de la presse ! C'est dangereux d'être journaliste en Colombie ou au Pérou, mais la liberté de la presse existe !

Question : Excusez-moi, mais la liberté de la presse qui existe en Colombie ou au Pérou est très discutable...

Réponse : Oui, vous pouvez contester ! Au Pérou et en Colombie, il y a des limites à la liberté de la presse, il y a des journalistes assassinés et en prison, mais vous pouvez faire des dénonciations. Mais à Cuba, il ne peut y avoir aucune voix dissidente ! Il n'y a pas de radio, ni de télé, ni de journal indépendants. Tout est contrôlé par l'Etat ! La seule chose autorisée, c'est le bulletin de l'Eglise catholique ! »

Notons en passant qu'Hernando Calvo Ospina, journaliste colombien réfugié politique en France sait de quoi il parle lorsqu'il évoque la situation des journalistes en Colombie !...

gouvernement cubain. De la même façon, M. Ménard confesse être financé par la Fondation Nationale pour la Démocratie (NED), elle-même financée par le Département d'Etat étasunien, dont le rôle est de promouvoir l'agenda de la Maison Blanche. Donc, M. Ménard est directement financé par l'extrême droite cubaine et indirectement financé par les Etats-Unis. » (Salim Lamrani « Les mensonges de Reporters sans frontières »).

Cependant, on ne peut pas dire que les USA se montrent très reconnaissants envers Robert Ménard puisque le 10 mai dernier, alors qu'il se rendait à Los Angeles pour visiter la foire commerciale du jeu vidéo, il a été arrêté, menotté, fouillé et incarcéré durant 26 heures par les services de l'immigration étasuniens avant d'être expulsé vers la France. Il ne possédait pas, en effet, de visa de journaliste...

Par contre, les Etats-Unis s'activent à Genève pour faire échec à la demande d'exclusion de Robert Ménard de la Commission des Droits de l'Homme présentée par Cuba.

En conclusion de ce chapitre consacré au Prix Sakharov, posons-nous une dernière question : l'attribution de ce prix aux lauréats dont nous avons parlé est-elle aussi surprenante qu'il nous le semblait tout d'abord ? Ou obéit-elle à une certaine logique ?

L'attribution du prix Sakharov à RSF, l'officine de Robert Ménard et aux « Dames en Blanc », épouses de traîtres cubains stipendiés par les USA, fait couler beaucoup d'encre. Car le Prix Sakharov est, nous dit-on « un prix qui récompense une personne ou un groupe qui milite pour les Droits de l'Homme ». Soit. Nous sommes donc choqués que RSF, qui a soutenu le coup d'état manqué contre le président Hugo Chavez en avril 2002, et qui refuse de dénoncer les assassinats de journalistes en Irak ou ailleurs quand ils sont commis par les USA pour la bonne raison qu'une grande partie de ses financements lui viennent de ces mêmes USA, obtienne un prix censé récompenser son action dans le domaine des Droits de l'Homme. Depuis longtemps, nous avons constaté que nous, défenseurs de Cuba, n'avions pas, et de loin, la même conception des Droits de l'Homme que RSF. Peu nous importe, en effet, que la presse soit « libre » au sens où l'entend Robert Ménard, c'est à dire que l'état ne puisse exercer aucun contrôle sur elle, dans des pays où 90% de la population est analphabète. D'autant que cette sorte de liberté de la presse, nous le savons par expérience, débouche inmanquablement sur une soumission absolue de ladite presse aux marchands de canons et autres groupes financiers. Liberté donc plus que relative mais qui aime ses chaînes se croit libre...

Ce qui nous importe beaucoup plus, et n'intéresse aucunement Robert Ménard, c'est la liberté de faire son travail sans se faire tirer comme un lapin. Ca, pour nous, ça fait partie des Droits de l'Homme. Et contre les assassinats de journalistes en Colombie, quotidiens, contre les assassinats de journalistes en Irak (« bavures », « dégâts collatéraux », etc) RSF est muet...

Donc, RSF ne mérite pas un prix qui récompense un défenseur des Droits de l'Homme. Mais il s'agit là du Prix Sakharov, pas de n'importe quel prix. Souvenez-vous de Sakharov :

Voici ce que nous dit sur lui le site <http://www.nobel-paix.ch/bio/sakharov.htm> :

« A l'âge de 17 ans, il entame des études de physique à l'Université de Moscou. Ses talents intellectuels lui permettent d'être exempté du service militaire lors de l'invasion de l'Allemagne en 1941. En 1942, il obtient sa licence puis son doctorat.

En 1948, il collabore avec le physicien Tamm (Prix Nobel de physique) et se lance dans les recherches en matière d'armes nucléaires. En 1949, un groupe de chercheurs soviétiques développe la bombe atomique (4 ans après les Américains) et invente, en 1953, la bombe à hydrogène. Sous l'influence de Schweitzer et de Linus Pauling, il dénonce les dangers de la radioactivité et tente de persuader les autorités soviétiques de supprimer une série de tests.

Il obtient un succès partiel à travers la signature du Traité contre les essais nucléaires en 1963. En 1966, il critique publiquement une lettre ouverte d'intellectuels qui visait à la réhabilitation de Staline et proteste contre les mesures prises par Brejnev contre les dissidents. En 1968, il publie : « Réflexions sur le progrès, la coexistence et la liberté intellectuelle. » Il est ensuite obligé d'abandonner les recherches secrètes et est réintégré dans l'Institut de physique avec une baisse de salaire et des conditions de vie dégradées. Il perd sa femme. Avec deux autres collègues, il crée un comité des droits de l'homme en 1970. C'est alors qu'il rencontre Elena Bonner qu'il épousera en 1971. En novembre 1975, le gouvernement soviétique refuse de lui donner le visa qui lui permettrait de se rendre à Oslo pour retirer le Prix Nobel de la Paix. C'est Elena Bonner qui le remplacera et qui prononcera le discours de réception à sa place. »

Edifiant... « Ses talents intellectuels, dit-on, lui permettent d'être exempté du service militaire lors de l'invasion de l'Allemagne en 1941 ». Que ne fait-on pas dire aux mots ? Remplacer « il échappe à la mobilisation » par « il est exempté de service militaire » constitue un véritable trait de génie. Bien sûr, en France également, enseignants et autres intellectuels n'ont pas été mobilisés au début de la guerre mais réquisitionnés à leur poste. Reste que la plupart d'entre eux a trouvé moyen de défendre autrement la liberté menacée, en entrant dans la Résistance par exemple. Rien de tel chez le jeune Andreï. De ce vide pouvons-nous conclure qu'il a déjà choisi son camp ? Peut-être pas car il travaille sur les armes nucléaires, ce qui semble indiquer qu'il ne manifeste publiquement aucun désaccord avec le gouvernement de son pays. Mais, et c'est peut-être là le hic, ce n'est pas lui qui met au point la bombe atomique en 1949 mais « un groupe de chercheurs soviétiques ». S'il avait fait partie de ce groupe, nul doute que l'article nous le dirait. Non, lui, il dénonce « les dangers de la radioactivité » et ce au moment précis où l'URSS peut enfin traiter avec les USA à armes égales. Car, nous précise-t-on, les USA ont déjà la bombe depuis 4 ans. Il n'y avait d'ailleurs nul besoin de le préciser car chacun sait qu'ils s'en étaient déjà servis. Et qu'à fait notre jeune Sakharov lorsque les USA ont largué la bombe sur Hiroshima et Nagasaki faisant en un instant des millions de morts ? A-t-il alors dénoncé « les dangers de la radioactivité » ? Certes non, pas plus que pendant la période où il travaillait lui-même sur les armes nucléaires... c'est à la mise au point de ladite bombe. Non, il ne dénonce ces dangers que lorsque la bombe est soviétique et qu'une autre équipe de chercheurs a réussi...

Mais ce raisonnement nous le connaissons bien, nous, défenseurs de Cuba. Car c'est ce qu'on nous dit à propos de la « Crise des Missiles » : c'est la bombe soviétique qui est dangereuse, pas la bombe étasunienne et Kennedy menaçant de l'utiliser passera pendant des années et passe encore aux yeux de certains, pour celui qui a « sauvé le monde de la menace soviétique »... Même raisonnement ici, mais c'est un soviétique qui le tient ! Certes, on a appelé cette situation « équilibre de la terreur ». Mais que se serait-il passé si les USA avaient été les seuls à posséder une telle arme ? Les Rosenberg sont morts d'avoir voulu donner à d'autres peuples une chance de survie... Pour Sakharov, pas de problème : la survie de son peuple ne l'angoisse pas.

Continuons : « Il est ensuite obligé d'abandonner les recherches secrètes et est réintégré à l'Institut de Physique avec une baisse de salaire et des conditions de vie dégradées ». Là, je me pose une question : qu'advierait-il en France, si un chercheur du Centre Atomique de Cadarache, par exemple, prenait publiquement de telles positions ? Conserverait-il son poste et les privilèges qui s'y attachent ? Je ne crois pas. Dans tous les pays , certains postes sont assortis de conditions particulières, la principale étant le « devoir de réserve » et trahir ce devoir est toujours lourd de conséquences. Une baisse de salaire et des « conditions de vie dégradées » ne sont donc dans ce cas aucunement une brimade, seulement une conséquence de la rupture par l'intéressé du contrat qui faisait de lui un privilégié. Et naturellement, cela n'a rien à voir avec les « droits de l'Homme »... seulement avec la manipulation.

Mais souvenons nous : dans les années soixante-dix, Soljenitsine, autre grand défenseur des « droits de l'Homme », nous conte dans « Le Premier Cercle », l'histoire d'un personnage « arrêté juste parce qu'il téléphonait ». Lisez le livre et vous constaterez que ce triste individu téléphonait à l'ambassade des USA : donc, en clair, il livrait des secrets d'état à une puissance étrangère ! Etre arrêté pour ça ? Intolérable pour Soljenitsine et ses pareils. Seule une dictature est capable de ça... Mais encore une fois, que se passerait-il en France en pareil cas ? Ou aux USA ? C'est justement de ça que les Rosenberg ont été accusés...et ils ont été condamnés à mort et exécutés !

De cela, naturellement, personne ne dit mot. Mais si, comme les exemples que nous venons d'énumérer semblent le démontrer, trahir son pays et les intérêts supérieurs de l'Humanité constitue un droit de l'homme pour ces gens-là, alors oui, le Prix Sakharov remplit pleinement son office et les lauréats 2005 le méritent amplement...

Françoise Lopez

6 janvier 2006

II) Jaime Crombet offre à Sarkozy l'aide de la police cubaine : ou le mensonge

Le point de départ de cette affaire est constitué par une dépêche de l'AFP qui prétend que Jaime Crombet, vice-président de l'Assemblée nationale cubaine de passage à Paris aurait proposé à Sarkozy, au cours d'une rencontre avec son homologue français Eric Raoult, l'aide de la police cubaine pour venir à bout des troubles des banlieues françaises.

Les personnes bien informées, qui savent qu'il n'existe pas à Cuba de police anti émeutes et que ce ne sont pas les Cubains qui ont aidé à former un certain nombre de tortionnaires, avec des méthodes expérimentées en particulier pendant la guerre d'Algérie.. s'étonnent de telles déclarations mais l'AFP semble une source fiable. Pourtant, quelques heures plus tard seulement, interrogé par Marie-Dominique Bertuccioli, journaliste à Radio Havana Cuba, Jaime Crombet démentira formellement. Voici donc ses déclarations :

« Je veux dire que ces informations sont totalement fausses, inventées de toutes pièces. Elles ne sont explicables que par l'action des ennemis de la Révolution cubaine. Elles sont, de plus, stupides, absurdes.

Au cours de ma visite en France, j'ai visité diverses régions. Je n'ai fait aucune déclaration à la presse, je n'ai donné aucune interview. Mon entrevue avec mon homologue français a été absolument normale, amicale et respectueuse. La coopération avec diverses régions françaises s'accroît, des échanges ont lieu avec des provinces cubaines de même que des jumelages avec des communes de notre pays, ce que nous appelons la coopération décentralisée. De plus, les relations entre les parlements reviennent à la normale et sont plus suivies en ce moment. »

RHC : Cette « information » est basée sur deux éléments : il y aurait eu à Cuba des incidents similaires à ceux que la France a connus et il y aurait dans notre pays un type de police entraînée pour riposter à cette sorte de révolte. Cela appelle cette réflexion du Vice-président de l'Assemblée Nationale de répondre à cela : « A Cuba, il n'y a jamais eu ce type de manifestations, de troubles et notre police n'a jamais eu à réprimer ce type de choses. Lorsque nous avons dû nous défendre, cela a été contre l'impérialisme, et c'est la population, les étudiants, les jeunes, les travailleurs qui sont descendus dans la rue pour s'en charger. »

RHC : Quelle explication voyez-vous à ce genre de campagne, justement en ce moment ?

« Elle est le fait de ceux qui ne veulent pas voir s'améliorer les relations entre Cuba et la France, des ennemis de la Révolution, du socialisme qui tentent de créer de fausses contradictions sur la base de positions absurdes attribuées aux révolutionnaires cubains. Ils inventent des prétextes pour attaquer la Révolution cubaine. Jamais, je n'ai fait ce type de déclarations, qui – je le répète – sont fausses et qui, de plus, sont stupides. »

(Propos recueillis par Marie-Dominique Bertuccioli)

.Il s'agit donc d'une campagne destinée à salir l'image de Cuba pour préparer une attaque de l'île par les USA. N'oublions pas que Cuba est toujours en bonne place sur la liste étasunienne des "pays terroristes" et donc, dans la file d'attente pour les prochaines "guerres de libération, contre le terrorisme et pour la démocratie" programmées par Bush. Devant une information de ce type, il faut toujours vérifier les sources même si, comme l'AFP, elles paraissent fiables. Nous savons depuis longtemps que la CIA paie des journalistes pour diffuser de fausses nouvelles mais l'agence étasunienne n'est pas, tant s'en faut, le seul ennemi de la Révolution. Dans le cas présent, cette rumeur semble avoir pris naissance dans l'entourage d'Eric Raoult... Une fausse nouvelle est toujours efficace car le démenti, lorsque démenti il y a, est toujours rejeté dans un petit coin de page où personne ne le voit ou évoqué rapidement au mêlé à des nouvelles qui attirent plus l'attention que lui... La nouvelle est démentie mais le mal est fait car certaines personnes garderont dans l'esprit que : « on a dit que... »

III La marche du peuple du 24 janvier 2006 :

ou la présentation d'un événement hors de son contexte :

Allocution de Fidel Castro Ruz, président de la République de Cuba, adressée au peuple cubain, au noble peuple étasunien et à l'opinion publique mondiale, au début de la « Marche du peuple combattant » devant la Section des intérêts des Etats-Unis (SINA) à La Havane, le 24 janvier 2006

Chers compatriotes

Au début de cette marche contre l'officine perfide et provocatrice de l'Empire, je tiens à réitérer ce que j'ai dit dimanche dernier en concluant mon intervention qui s'adressait au peuple héroïque de notre chère patrie, au noble peuple étasunien et à l'opinion publique mondiale :

L'administration étasunienne vise délibérément les objectifs suivants :

- 1) Relâcher le terroriste Luis Posada Carriles, que les autorités étasuniennes, y compris le père du président actuel, ont entraîné et utilisé pour commettre des crimes monstrueux contre le peuple cubain. Ce personnage répugnant a été recruté et entraîné dès 1961 pour remplir des missions spéciales lors de l'invasion mercenaire de la baie des Cochons ; il a été ensuite entraîné pour commettre des actions terroristes répugnantes contre Cuba, en vue de quoi il a été formé avec soin aux côtés d'Orlando Bosch – que Bush père a gracié quand il était président ; il a été instruit pour participer à l'Opération Condor, une structure terroriste internationale qui a commis des crimes odieux contre des personnalités latino-américaines ; il a été l'organisateur et le cerveau du sabotage d'un avion de passagers de Cubana de Aviación, qui a explosé en plein vol, le 6 octobre 1976, au départ de la Barbade, causant la mort de ses soixante-treize passagers ; libéré de sa prison vénézuélienne par la CIA, le 18 août 1985, il a été aussitôt inséré dans la sale guerre contre le Nicaragua, livrant des armes aux *contras* par avion depuis El Salvador et transportant de la drogue aux Etats-Unis dans ces mêmes avions. Luis Posada Carriles a toujours maintenu des liens étroits avec les services de renseignement des Etats-Unis ; il a été financé par plusieurs des administrations de ce pays et utilisé pendant plus de quarante ans, en particulier à travers la Fondation nationale cubano-américaine, pour tenter d'assassiner le chef de l'Etat cubain. Il a été libéré, à la suite de démarches du président actuel des Etats-Unis, par la présidente du Panama, Mireya Moscoso, qui l'a gracié le 26 août 2004. Conduit dans un pays centraméricain sous la protection de l'administration étasunienne, il a été autorisé à entrer clandestinement aux Etats-Unis, ce qu'il a fait entre les 18 et le 20 mars 2005 à bord du yacht *Santrina*, piloté par un autre terroriste avéré, Santiago Álvarez, qui vient d'être incarcéré à son tour, curieusement, pour trafic d'armes et très graves violations des lois relatives à la sécurité des Etats-Unis. Nul au monde ne pourra réfuter ces vérités.
- 2) L'administration étasunienne, dont les tentatives d'isoler et d'asphyxier Cuba sur le plan économique ont totalement fait fiasco, ne se résigne pas à son échec et s'exaspère, d'où le danger.
- 3) L'administration étasunienne a fait l'impossible pour satisfaire aux désirs de la mafia terroriste cubano-américaine qui a conduit le président George W. Bush à la présidence aux termes de fraudes électorales en Floride dans le cadre d'élections très disputées.
- 4) Le président Bush et son administration ont fait leur un sinistre plan de transition à Cuba, qui constitue une ingérence éhontée vis-à-vis de la souveraineté de notre pays, lequel se verrait ramener des siècles en arrière.

- 5) L'administration étasunienne a adopté toutes les mesures possibles pour priver Cuba de ressources financières absolument légitimes, entravant le moindre envoi de fonds familiaux, en appelant même à des décisions inhumaines : prohiber ou bloquer au maximum les visites de Cubains vivant aux Etats-Unis à leurs familles de l'île.
- 6) L'administration étasunienne, à la suite des pressions de la mafia cubano-américaine, se propose, parmi ses premières nouvelles mesures, de violer ouvertement l'accord migratoire signé entre les deux pays.
- 7) L'administration étasunienne cherche des prétextes pour interdire à tout prix les ventes toujours croissantes de produits agricoles des Etats-Unis à Cuba, bien que notre pays ait, durant cinq ans, payé rubis sur l'ongle, ce qu'elle pensait impossible de la part d'une nation agressée et en butte à son blocus.
- 8) L'administration étasunienne, en désaccord avec la décision adoptée par le président Carter le 30 mai 1977, se propose de pousser à la rupture des liens diplomatiques actuels déjà minimales avec Cuba. Les violations grossières en cours depuis sa Section des intérêts à La Havane n'ont – ni ne peuvent avoir – d'autre but.

L'administration Bush sait pertinemment qu'aucun gouvernement au monde ne peut accepter un outrage aussi pervers à sa dignité et à sa souveraineté.

La conduite et les actions de Cuba en riposte aux provocations de l'Empire seront foncièrement pacifiques, mais nous répondrons à l'insulte de toute la force de notre morale et nous serons prêts à le faire en recourant à toutes nos armes et à verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour repousser toute agression militaire de l'Empire convulsé et brutal qui nous menace.

Que nul n'oublie un seul instant la promesse grandiose d'Antonio Maceo, notre Titan de bronze : « Quiconque tentera de s'emparer de Cuba recueillera la poussière de son sol baignée de sang, s'il ne périt dans la lutte. »

J'observerai cette marche aux côtés des pionniers et des élèves qui animent avec passion, de la Tribune anti-impérialiste, notre peuple courageux et combatif qui marchera aujourd'hui devant cette officine perfide et provocatrice, de la même manière qu'il marchera au combat contre n'importe quel agresseur.

La patrie ou la mort !
Nous vaincrons

Quelques explications indispensables :

- 1) « *Relâcher le terroriste Luis Posada Carrilès* »

Après sa libération du Panama, Posada Carrilès est entré illégalement aux USA qui refusent de l'extrader vers le Venezuela au prétexte qu'il pourrait y être torturé ou

remis à Cuba où il risque la peine de mort (parce que les USA, comme on sait, ne l'appliquent pas, eux, la peine de mort...)

En résidence surveillée depuis le 17 mai 2005, il peut être remis en liberté à partir du 24 janvier 2006, date de l'examen de son cas par les services de l'immigration. Mais il a longtemps travaillé pour la CIA et menace de parler...

2) « ...les tentatives d'isoler et d'asphyxier Cuba sur le plan économique... »

La loi Toricelli 5 février 1992

La loi Helms-Burton 12 mai 1996 approuvée par Bill Clinton

Commission de soutien à une Cuba libre créée en 2003 rend son rapport en **2004**

Nouvelles mesures prévues pour mai 2005

« Le 19 décembre 2005, la secrétaire d'Etat étasunienne, Mme Condoleezza Rice, s'est réunie avec la « Commission de Soutien à une Cuba libre » afin d'accroître les sanctions économiques contre Cuba. Etablie en 2003 par le président George Bush, la Commission avait rendu un premier rapport en mai 2004 qui instaurait de nouvelles mesures coercitives contre l'île, entre autres l'interdiction faite aux cubains résidant aux Etats-Unis de rendre visite à leurs parents plus de 14 jours tous les 3 ans. » (Salim Lamrani « Cuba cible obsessionnelle de l'administration Bush »)²

3) « L'administration étasunienne fait l'impossible pour satisfaire aux désirs de la mafia terroriste cubano-américaine qui a conduit le président George W. Bush à la présidence... »

Ce n'est pas nouveau. C'était déjà le cas du temps de la Loi Toricelli.

Jean Solbès : « Le défi cubain » p.39 à propos de Jorge Mas Canosa, fondateur de la « Fondation Nationale Cubano-Américaine », principale organisation de la mafia contre révolutionnaire d'extrême droite de Miami :

« Mas Canosa travailla très étroitement avec le congressman Toricelli dans le cadre de la préparation de la loi qui allait porter le nom du congressman. Afin de renforcer son action politique auprès du Congrès, la Fondation crée la Free Cuba PAL (comité pour la libération de Cuba) qui devient le lobby officiel de la fondation auprès du Congrès. De 1989 à 91, 43 élus ont reçu des financements pour soutenir la loi Toricelli. Lorsque le président George Bush [père] ratifia la projet de loi à Miami, Jorge Mas Canosa était à ses côtés. »

p.27 du « Défi cubain », Jean Solbès écrit , cette fois à propos de la Loi Helms-Burton :

« Cette loi laisse au Congrès l'éventualité de lever ou non le blocus. C'est un geste de Bill Clinton en faveur des conservateurs de Washington alors que, traditionnellement, c'est au président de conduire la politique étrangère du pays. »

p.40 :

« Politiquement , ce républicain pur et dur [Jorge Mas Canosa] a fait de la Floride un état clé pour toute élection présidentielle. Il a su tisser des liens étroits au fil des ans avec les présidents Ronald Reagan et George Bush, mais aussi avec Bill Clinton.

C'est sur proposition de Jorge Mas Canosa que l'actuel président a décidé de durcir les sanctions contre Cuba.» (« Le défi cubain » date de 1998)

Nous nous souvenons tous que la première élection de l'actuel président George W. Bush s'est jouée en Floride et dans quelles conditions...

4) *le plan de transition pour une Cuba libre :*

C'est le président des USA qui décidera du moment où Cuba sera considérée comme démocratique. Pour cela il faudra :

- Que Fidel Castro ne soit plus là.
- Que l'économie cubaine entre dans l'économie de marché.

Suit tout un train de mesures qui rappellent étrangement les conditions fixées par le FMI pour accorder ses prêts et qui produisent les catastrophes que l'on sait...

5) « *...toutes les mesures possibles pour priver Cuba de ressources financières absolument légitimes... »*

Mesures de 2004 (Plan Powell) :

- 59 millions de \$ servent à financer des actions destinées à abattre la Révolution cubaine par l'asphyxie économique du pays, le dénigrement du tourisme à Cuba, le développement de la contre révolution interne et, au niveau international, l'intensification de la propagande anti-cubaine.
- 18 millions de \$ servent à équiper un avion militaire pour transmettre les émissions de Radio et TV Marti, médias contre révolutionnaires basés à Miami,
- Des pressions sont exercées sur les banques étrangères pour qu'elles cessent de recevoir des fonds cubains,
- Une commission spéciale chargée de récupérer les dollars cubains placés sur des comptes internationaux et destinés au paiement des marchandises importées est créée.
- Un Cubain vivant aux USA ne peut plus se rendre à Cuba que 14 jours tous les trois ans et ne peut envoyer d'argent qu'à sa famille proche (parents et enfants) à condition qu'elle ne soit pas membre du Parti Communiste Cubain ni fonctionnaire de l'Etat.
- Un bateau qui aura mouillé dans un port cubain ne pourra plus mouiller dans un port US pendant 18 mois .
- Toute entreprise qui fera du commerce avec Cuba s'expose à de lourdes sanctions. Si elle traite avec une entreprise cubaine implantée sur une propriété étasunienne nationalisée par la Révolution, elle sera considérée comme « faisant du trafic ».
- Tout pays qui aiderait Cuba d'une façon quelconque s'expose à des sanctions de la part des USA.
- Il est interdit à toutes les entreprises US ainsi qu'à leurs filiales à l'étranger de vendre quoi que ce soit à Cuba si le produit vendu comporte plus de 10% de composants US.

- Il est interdit à toute entreprise US d'acheter quoi que ce soit qui contienne des composants cubains.
etc...

Des banques se sont effectivement vues infliger de lourdes amendes pour avoir accepté des dollars cubains. C'est pour cette raison que le gouvernement cubain a décidé d'expulser le dollar de son économie en octobre 2004.

En lisant la liste des mesures prises, on peut se demander comment Cuba a pu survivre en ayant à lutter contre tous ces obstacles. Pourtant, Cuba a survécu et sa croissance pour l'année 2005 est de 11,8% en dépit du blocus et de toutes agressions qu'elle subit depuis 1960. Ca ne peut plus durer ;;;!! C'est pourquoi,

le 19 décembre 2005, la secrétaire d'Etat étasunienne, Condoleeza Rice, a rencontré les membres de la « Commission de Soutien à une Cuba libre » afin de mettre au point un certain nombre de nouvelles mesures destinées à accroître les sanctions économiques contre Cuba.

C'est cette même commission, créée en 2003 par le président George Bush, qui avait instauré par le « Plan Powell » en mai 2004 qui instaurait les mesures que nous évoquions tout à l'heure.

6) « L'administration étasunienne se propose de violer ouvertement l'accord migratoire signé entre les deux pays »

En 2005 le gouvernement étasunien a accordé un nombre très réduit de visas, encore moins qu'en 2004.

Les visas pour les USA ne s'obtiennent pas par les voies légales : la SINA organise une loterie au cours de laquelle chaque année sont tirés au sort le nom de ceux qui obtiendront un visa (cf le film « Nada mas ») . Les USA devraient normalement accorder environ 2000 visas par an, ils n'en accordent jamais plus de 400 et ce chiffre se réduit chaque année.

De cette façon, ils encouragent l'immigration illégale. La loi d'Ajustement Cubain stipule, en effet, que les « pieds mouillés », c'est à dire ceux qui sont récupérés en mer, seront renvoyés à Cuba tandis que « les pieds secs », c'est à dire ceux qui auront réussi à poser le pied sur le sol étasunien, se verront accorder automatiquement un permis de séjour et trouveront un travail sans difficultés...

Ce droit est réservé aux Cubains, les autres immigrants illégaux vers les USA étant impitoyablement renvoyés dans leur pays (Haïtiens, Mexicains, etc...)

Les USA projettent d'ailleurs de construire un mur le long de la frontière USA-Mexique pour freiner l'immigration illégale.

Le nouveau chef de la SINA a déjà fait savoir qu'il réduirait encore le nombre de visas et les autorisations de voyage des citoyens étasuniens vers Cuba.

Certains citoyens US se sont déjà vu infliger de fortes amendes pour avoir osé se rendre à Cuba.

7) « ...des prétextes pour interdire à tout prix les ventes toujours croissantes de produits agricoles des Etats-Unis à Cuba »

Fin 2005, Bush , au cours d'une rencontre avec des cubano-américains, a exprimé la possibilité de ne plus accorder aux entreprises étasuniennes les permis nécessaires pour vendre des produits agro-alimentaires à Cuba. Ces autorisations ne s'obtenaient déjà pas facilement . Les entrepreneurs étasuniens sont pourtant très intéressés par le marché cubain et exercent une pression croissante sur le gouvernement US pour obtenir la levée du blocus.

Jean Solbès, dans « Le défi cubain » chiffre les pertes pour les deux pays dues à la quasi impossibilité pour Cuba de vendre ses produits aux USA mais aussi pour les USA de vendre ses produits à Cuba.

8) « ...se propose de pousser à la rupture des liens diplomatiques actuels déjà minimales avec Cuba... » :

- Les provocations de Michaël Parmly :

Le seul lien diplomatique entre les USA et Cuba est constitué par la SINA (Section des Intérêts Nord-Américains à La Havane) qui tient le rôle d'ambassade sans en avoir réellement le statut. Depuis de nombreuses années, cette officine est le nid de la subversion interne.

Michaël Parmly y a remplacé James Cason le 15 septembre 2005. Auparavant, il était en poste en Afghanistan : « Je viens d'un certain nombre de sociétés post-confliktuelles engagées dans de longues périodes de difficultés » (Frances Robles « My interest is the future », Miami Herald Tribune 25 décembre 2005).

Le 15 décembre 2005, il réunit les « dissidents » chez lui, comme le faisait déjà James Cason lorsqu'il était à la tête de la SINA :

« Sous les yeux attentifs des Dames en Blanc, d'Oswaldo Paya, de Wladimiro Roca et de Marta Beatriz Roque, il a décrété « que le gouvernement cubain ne représente pas son peuple et n'a aucun intérêt à améliorer ses [conditions de] vie » (Salim Lamrani « Cuba cible obsessionnelle de l'administration Bush, janvier 2006).

par ailleurs, il a qualifié les cubains qui soutiennent leur gouvernement de « version modernes des chemises brunes nazies ou du ku klux klan. »

Enfin, à l'occasion de l'attribution du Prix Sakharov aux « Dames en Blanc » « Parmly a félicité les parlementaires européens qui « ont vraiment montré du courage et de la perspicacité en choisissant les « Dames en Blanc ». Il a également ajouté que les divergences avec l'Europe à propos des sanctions économiques ne revêtaient qu'un caractère « tactique » étant donné que Washington et Bruxelles sont sur la même ligne quant à la direction que doit prendre Cuba. » (Salim Lamrani « Cuba cible obsessionnelle de l'administration Bush »)

- Les panneaux lumineux dans les jardins de la SINA :

Les panneaux lumineux dans les jardins de la SINA sont inacceptables parce qu'ils parlent de soi-disant violations des droits de l'homme à Cuba alors que ce sont les USA qui violent quotidiennement les droits de l'homme : sur leur base navale de Guantanamo où les exécutions seront désormais possibles, en pratiquant la torture dans leurs prisons secrètes,

en refusant d'extrader Luis Posada Carrilès, responsable de nombreux morts (73 dans l'explosion d'un avion de la Cubana de Aviacion au départ de La Barbade, etc) qu'ils ont eux-mêmes entraîné et qui longtemps a travaillé pour la CIA

par exemple (la liste serait interminable...)

« Le journaliste qui ne critique jamais son gouvernement n'est pas un journaliste » affirme un des panneaux que la Section des Intérêts Nord-américains à La Havane prétend imposer au peuple cubain.

Je ne suis pas journaliste ? Mais...

Mumia Abou Jamal, étasunien, lui, oui, il l'est. Il est dans le couloir de la mort depuis 23 ans pour un crime que, visiblement, il n'a pas commis.

José Cuzo, le caméraman espagnol, lui, oui, il l'était. Il a été la cible d'un tank nord-américain pendant l'invasion de l'Irak, le 8 avril 2003, à l'Hôtel Palestine de Bagdad où tout le monde savait que logeait la presse.

Augusto Olivares, chilien, lui, oui, il l'était. Il est mort en combattant aux côtés du président Allende quand Pinochet, appuyé par Washington, dirigea le coup d'état du 11 septembre 1973.

Jalil Mohamad El-Zibn, palestinien, lui, oui, il l'était. En 2004, il a été criblé de balles à Gaza, par l'armée du régime israélien appuyée et armée par les Etats-Unis.

Yunhuan Shau, chinoise, elle, oui, elle l'était. Elle est morte le 7 mai 1999 dans le bombardement de l'ambassade de son pays lors de l'attaque contre la capitale de la Yougoslavie, Belgrade, par les puissances occidentales conduites par les Etats-Unis.

Juan Manuel Marquez, cubain, lui, oui, il l'était. Il participa à l'expédition du Granma qui arriva à Cuba le 2 décembre 1956. Pris, il fut assassiné par l'armée de la dictature de Batista, grand ami de Richard Nixon qui tua 20 000 cubains avant de fuir avec ses sbires vers les Etats-Unis.

La façon d'agir a changé, je ne suis pas si héroïque mais j'ai eu mon Granma, le mardi 24 janvier, en compagnie de 1399 999 havanais et mon travail a été de le faire savoir au monde parce que oui...je suis journaliste.

Marie-Dominique Bertuccioli
traduction Gaston Lopez

Texte original en espagnol :

“El periodista que no critica nunca a su gobierno no es periodista...” reza uno de los carteles que la Oficina de intereses de los Estados Unidos de América en La Habana ha pretendido imponer al pueblo cubano.

¿Yo no soy periodista? Pero...

Mumia Abu Jamal, estadounidense, si lo es. Está en el corredor de la muerte desde hace 23 años por un crimen que, obviamente, no cometió.

José Couzo, el camarógrafo español, si lo era. Fue blanco de un tanque norteamericano durante la invasión a Irak el 8 de abril del 2003 en el Hotel Palestina de Bagdad donde todos sabían que se alojaba la prensa.

Augusto Olivares, chileno, si, lo era. Murió combatiendo al lado del Presidente Allende cuando Pinochet, apoyado por Washington, dirigió el golpe de Estado el 11 de septiembre de 1973.

Jalil Mohamad El-Zibn, palestinien, si lo era. En 2004, fue acorralado a balazos en Gaza por el ejército del régimen israelí, apoyado, armado, mimado por los Estados Unidos.

Yunhuan Shau, chino, si lo era. Falleció el 7 de mayo de 1999 en el bombardeo a la embajada de su país durante el ataque de Occidente liderado por los Estados Unidos a la capital de Yugoslavia, Belgrado.

Juan Manuel Márquez, cubano, si lo era. Participó en la expedición del Granma que llegó a Cuba el 2 de diciembre de 1956, apresado, fue asesinado por el ejército de la dictadura de Batista, gran amigo de Richard Nixon y que mató a 20000 cubanos antes de huir con sus esbirros hacia Estados Unidos.

El modo de acción cambió. No soy tan heroica, pero tuve mi Granma el martes 24 de enero en compañía de un millón 399 999 habaneros y mi trabajo fue hacerlo saber al mundo, porque si... soy periodista!

Marie-Dominique Bertuccioli
journaliste à Radio Havana Cuba

CONCLUSION:

La manipulation des faits n'est pas une méthode nouvelle, elle prend des formes multiples et nous ne savons pas toujours la détecter mais les raisons que les superpuissances ont de l'utiliser sont toujours les mêmes. Le 25 mars 1960, il y a maintenant 46 ans, Ernesto Guevara les résumait ainsi :

«Il est plus simple de créer un voile de mensonge que d'envahir un pays simplement parce que les intérêts de quelque grand monopole ont été malmenés. Il est difficile en ces jours de règne de l'ONU où chacun veut pouvoir voter, d'envahir un pays qui ne demande qu'à exercer sa souveraineté. Il est difficile de calmer l'opinion publique en de telles circonstances. Il faut un gigantesque effort de propagande afin qu'une telle intervention apparaisse moins odieuse qu'elle ne l'est. Et c'est exactement ce que font les Etats-Unis. » Ernesto Guevara 25 mars 1960 (« Souveraineté politique et indépendance économique »)

Françoise Lopez
mars 2006

QUELQUES DOCUMENTS UTILES POUR CEUX QUI VEULENT EN SAVOIR PLUS :

Hernando Calvo Ospina : « Dissidents ou mercenaires » éditions EPO 1998
Salim Lamrani : « Cuba face à l'Empire » éditions Lanctôt
Jean-Guy Allard et
Marie-Dominique Bertuccioli : « Le Dossier Ménard » éditions Lanctôt

Discours de Fidel Castro depuis le 17 novembre 2005 accessibles sur notre site <http://vivecuba.free.fr> : en cliquant sur le lien « discours de Fidel Castro depuis le 17 novembre » vous aurez accès à tous les discours que nous avons en notre possession depuis cette date.

